Revue de presse

Articles publiés entre le 18 Janvier et le24 janvier 2014

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Coopération.....2
Point de presse du SG de la COI : « L'année de toutes les ambitions ».5
Investiture du président malgache 23
Desserte aérienne.....33
Développement durable.....36

Signature d'un accord de coopération entre les Comores et l'île Maurice

16 Janvier 2014



Les autorités de l'archipel des Comores et le gouvernement mauricien ont signé en début de semaine à Port-Louis un accord visant à renforcer les relations entre les deux pays dans la zone Océan Indien au travers de divers secteurs comme celui de l'agriculture notamment. Le transport, les communications, la connectivité numérique et l'économie bleue font également partie de cet accord bilatéral de coopération. Le ministre des Affaires Étrangères de l'île Maurice, Arvin Boolell, et son homologue comorien, El-Anrif Saïd Hassane, ont ainsi acté le nouvel axe de développement économique qui se profile entre les deux nations pour les mois à venir. Une commission regroupant des fonctionnaires de chaque pays a été également créée pour aborder les questions relatives à l'approvisionnement en denrées alimentaires, au tourisme, à l'éco-tourisme ainsi qu'au secteur de la pêche. De plus, un accord de non-double imposition entre l'île Maurice et l'archipel des Comores ainsi que la promotion et la protection de l'investissement sont déjà en discussion entre les deux partenaires, comme le souligne le journal *Le Matinal*.

http://www.zinfos974.com/Signature-d-un-accord-de-cooperation-entre-les-Comores-et-l-ile-Maurice_a66914.html

Al-watwan
Le premier journal des Comores

Relations entre les Comores-Maurice
Signature d'un accord-cadre pour mieux canaliser la coopération

L'accord-cadre de coopération, signé le 14 janvier dernier entre les gouvernements comorien et mauricien, porte sur la coopération diplomatique, économique, les domaines de la pêche hauturière, de la transformation et de la conservation. Et pour mieux accompagner cet accord, le Mirex a initié des rencontres d'échange avec le secteur privé.



Le ministre des Relations extérieures et de la coopération, accompagné de techniciens et cadres de son département, a rencontré des représentants du secteur privé, lundi 20 janvier dans les locaux de l'Union des chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture (Uccia), en présence du président de l'institution, Fahmy Thabit.

La rencontre du chef de la diplomatie et le secteur privé s'inscrit dans le cadre d'une ouverture d'échanges directs. «*Il a été convenu la tenue de rencontres régulières entre le Mirex et l'Uccia pour mieux concrétiser les attentes du secteur privé et lui faire profiter des opportunités économiques qui s'ouvrent à notre pays dans ses relations avec l'étranger*», rapporte-t-on dans un communiqué sorti à la suite de la rencontre. Par ailleurs, le ministère des Relations extérieures a remis à Al-watwan une copie d'un accord-cadre de coopération signé, le 14 janvier dernier, entre les Comores et Maurice.

Selon le document, «*les relations entre le gouvernement de la République de Maurice et le gouvernement de l'Union des Comores sont régies par les dispositions du présent accord-cadre, ses avenants, ses annexes et programmes exécutifs dans les domaines exhaustifs et non limitatifs suivants…*».

Y sont cités, entre autres, la coopération diplomatique, économique, les domaines de la pêche hauturière, de la transformation et de la conservation desdits produits, l'éducation, la défense et la sécurité l'entreprenariat, etc. La liste n'étant pas ici exhaustive.

Afin de s'assurer de son suivi et sa mise en oeuvre, l'accord a indiqué dans son article trois que «*les deux parties contractantes prendront toutes les dispositions nécessaires pour la création d'une commission mixte au niveau ministériel pour le suivi de la mise en oeuvre des dispositions de cet accord-cadre*». Selon l'article six, «*les décisions prises par la commission mixte, conformément à l'application du présent accord-cadre, sont exécutoires et les parties contractantes prendront toutes les mesures pour en assurer leur mise en oeuvre*».

Enfin dans son article douze, il est dit que «*le présent accord est conclu pour une période de cinq ans renouvelables par tacite reconduction, à moins que l'une des parties demande à l'autre par écrit, son annulation, six mois avant la fin de sa validité*».

Pour rappel, la République de Maurice avait abrité, en décembre 2005, la Conférence des bailleurs de fonds pour soutenir le développement des Comores.

Faïza Soulé Youssouf

Indian Ocean Times

Madagascar : La France soutiendra la réintégration de Madagascar à l'Organisation internationale de la Francophonie

24 Janvier 2014



La France va soutenir la réintégration de Madagascar au sein de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dans le sillage de la récente élection d'Hery Rajaonarimampianina. "*Madagascar doit réintégrer l'OIF, en tout cas j'appuierai au nom de la France la réintégration de Madagascar au conseil permanent de la Francophonie en*

mars 2014", a déclaré sur Radio France internationale la ministre déléguée à la Francophonie, Yamina Benguigui. Cette dernière se déplacera ainsi samedi à Madagascar pour représenter la France lors de l'investiture du nouveau président élu, Hery Rajaonarimampianina.

"*L'élection du président malgache marque un tournant*", a souligné la ministre, précisant que Madagascar, "*le plus grand pays francophone de l'Océan indien*" était "*un pays très isolé depuis 2009*". "*On a tous envie que ce pays se relève. Donnons un peu de crédit à ce nouveau président*", a affirmé la ministre déléguée à la Francophonie Yamina Benguigui. Pour rappel, Madagascar avait été suspendu de l'OIF en avril 2009, suite à l'accession au pouvoir d'Andry Rajoelina et l'exil du président Marc Ravalomana déchu en mars 2009.
http://www.indian-ocean-times.com/Madagascar-La-France-soutiendra-la-reintegration-de-Madagascar-a-l-Organisation-internationale-de-la-Francophonie_a2980.html

Pour en savoir plus sur ce sujet :

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/604095-Signature-d-un-accord-cadre-entre-Maurice-et-les-Comores

Point de presse du SG de la COI « L'année de toutes les ambitions »

Al-Watwan du 24/01/2014

Mirex : Cap sur l'organisation du sommet de la Coi

24 janvier 2014



Le quatrième sommet de la Commission de l'Océan indien (Coi) aura bel et bien lieu à Moroni, le 26 juillet prochain. «C'est le résultat d'un combat diplomatique engagé depuis longtemps par les autorités comoriennes», a déclaré le ministre des Relations extérieures et de la coopération, dans un entretien exclusif avec Al-watwan hier à son bureau. El-Anrif Saïd Hassane a démontré qu'il a fallu des négociations et des compromis avec les Etats membres de la Coi pour obtenir l'organisation du sommet en terre comorienne.

Lors de son premier voyage au siège de l'organisation sous-régionale en sa qualité de président du conseil de ministres de la Coi, le secrétaire général lui a fait part de la décision de la tenue du sommet au deuxième semestre de 2014. Et El-Anrif Saïd Hassane a émis le souhait d'abriter la rencontre, un souhait du président Ikililou, mais il se trouvait qu'un autre Etat membre, l'île Maurice, avait déjà eu l'accord. Pour réussir le pari, à en croire le chef de la diplomatie comorienne, une offensive diplomatique a été engagée depuis auprès de ses homologues.

En marge du dernier sommet de l'Elysée, il a multiplié ses rencontres, à Paris, avec les ministres des Affaires

Le chef de la diplomatie comorienne a rappelé qu'avant le sommet de juillet, le pays va accueillir le Conseil des ministres, du 3 au 4 avril, une rencontre qui sera précédée par la réunion des Officiers permanents de liaison (Opl), le 31 mars. Au terme de cette réunion ministérielle, les Comores vont céder le siège de la présidence de l'organisation à Madagascar qui a laissé passer deux fois son tour à cause de l'instabilité politique qu'elle a connu ces dernières années. Il y aura aussi la réunion préparatoire du Sommet, du 5 au 6 mai, au siège du secrétariat général de la Coi à Maurice.

Selon un calendrier préétabli par le ministère des Relations extérieures, sont donc attendus à Moroni, les présidents seychellois, malgache, français (France/Réunion) et le Premier ministre mauricien pour se joindre chef de l'Etat comorien.

Le chef de la diplomatie comorienne a confié que la machine de l'organisation du sommet vient d'être lancée, notamment par les invitations des chefs d'Etat et de gouvernement, il y aura l'évaluation du logistique, de la sécurité, du protocole et autres.

Un coordonnateur des travaux d'organisation du sommet sera bientôt désigné afin de ne pas négliger le moindre détail pour la réussite de l'évènement. A cet effet, le ministre des Relations extérieures appelle toutes les institutions de la République, les médias et la population à s'impliquer pour le succès de toute une Nation. Le chef de la diplomatie reste optimiste étant donné que le pays a déjà reçu la visite de chefs d'Etat et de gouvernement et qu'il peut compter aussi sur l'expérience des pays membres de l'organisation, tous conscients que le succès du sommet est avant régional. Faisant un bref bilan du mandat de la présidence des Comores, El-Anrif Said Hassane parle de «beaucoup d'acquis positif» pour la Coi, particulièrement sur le plan politique.

Il a évoqué la forte implication de l'organisation dans la recherche d'une solution à la crise malgache, la définition de plusieurs projets d'intérêt régional tel celui de la connectivité, le concept de l'économie bleue, la mobilisation de nouveaux et anciens partenaires autour des projets de la Coi sous l'impulsion de la présidence comorienne.

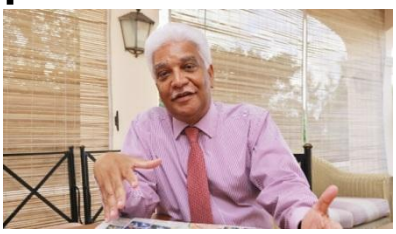
Quant au niveau de la diplomatie comorienne avec le reste du monde, le ministre se réjouit de son évolution aussi bien sur le plan bi que multilatéral. Il a évoqué l'ouverture, dans le pays et à l'extérieur, de nombreuses représentations diplomatiques, des visites officielles du chef de l'Etat dans des pays amis et la forte percée de notre diplomatie aussi bien dans le monde arabe qu'en Afrique, en Europe et ailleurs. Il a cité, en exemple, les récents accords avec l'île Maurice qui sont une ouverture de plusieurs projets communs de développement entre les deux pays.

Quant au niveau de la diplomatie comorienne avec le reste du monde, le ministre se réjouit de son évolution aussi bien sur le plan bi que multilatéral. Il a évoqué l'ouverture, dans le pays et à l'extérieur, de nombreuses représentations diplomatiques, des visites officielles du chef de l'Etat dans des pays amis et la forte percée de notre diplomatie aussi bien dans le monde arabe qu'en Afrique, en Europe et ailleurs. Il a cité, en exemple, les récents accords avec l'île Maurice qui sont une ouverture de plusieurs projets communs de développement entre les deux pays.

Mohamed Soilihi Ahmed

LeDEFIMEDIAGROUP

Commission de l'océan Indien : Calendrier particulièrement chargé en 2014



Jean-Claude de l'Estrac.

Cette année 2014 sera particulièrement chargée pour la Commission de l'océan Indien (COI) qui sera partie prenante dans plusieurs activités importantes pour la région. Le secrétaire général de la COI, Jean Claude de l'Estrac, en a fait état jeudi, face à la presse.

Un des principaux rendez-vous auquel la COI attache une très grande importance n'est nulle autre que le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la COI qui aura lieu à Moroni, aux Comores, au mois de juillet prochain. Ce sommet, qui est le quatrième et qui verra la participation de Navin Ramgoolam, de François Hollande, du Président James Michel et du Président malgache qui sera investi suite à l'officialisation des résultats des élections par une Cour électorale spéciale, ce vendredi, traitera des questions concernant l'avenir de la région. Cette année, il faut le rappeler, marquera le 30e anniversaire de l'Accord de Victoria qui a permis la création de la COI. Le Sommet des Comores servira ainsi à créer une nouvelle dynamique qui va dans le sens des attentes des populations de la région. Par ailleurs, suite à la validation des propositions de la COI par le Conseil des ministres de cette instance régionale, certains dossiers devraient être abordés. Notamment, la proposition de transformer la Commission de l'océan Indien en une Communauté indianocéanique, la question de l'élargissement voire même l'approfondisse-ment de la COI ou encore de discuter des moyens de donner plus d'autonomie à l'organisation régionale et les enjeux de la connectivité régionale. Un autre événement majeur sera la tenue, en

mars-avril, du 29e Conseil des ministres de la COI, toujours à Moroni aux Comores. D'ailleurs, au cours de cette réunion, les ministres de ce Conseil débattront, suite aux propositions du Secrétariat général, d'un ensemble de sujets qui seront discutés par les chefs d'État et de gouvernement. Ils se pencheront aussi sur le thème centre du Sommet de juillet. Cette rencontre sera aussi l'occasion de procéder à la passation de pouvoir pour la présidence de la COI entre l'Union des Comores et Madagascar, qui n'a pu assumer la présidence en deux occasions. Le secrétariat général en profitera aussi pour rendre compte au Conseil, des avancées accomplies et obtenir le mandat politique pour continuer ses activités. Parmi les autres activités de 2014, il faut également compter la réunion du Comité de haut niveau du 11e Fonds Européen de Développement (FED) à Bruxelles les 14 et 15 mars. Le 11e FED se composera de trois enveloppes pour lesquelles la COI disposera de plusieurs dotations. L'une d'elles comportera un montant initial de 50 millions d'euros à la COI, à laquelle s'ajoute une réserve de 65 millions d'euros. Les deux autres enveloppes seront respectivement de 600 millions d'euros et 250 millions d'euros. D'autre part, en mai ou juin, la COI organisera, à Maurice, une réunion extraordinaire des ministres du Tourisme et des Transports pour discuter d'une stratégie régionale du transport aérien. Deux rencontres sont aussi prévues concernant l'économie bleue, notamment un Sommet à Abu Dhabi en janvier, et la Conférence de la COI sur l'économie bleue à Maurice en avril prochain.

http://www.defimedia.info/defi-quotidien/dq-actualites/item/45819-commission-de-l-ocean-indien-calendrier-particulierement-charge-en-2014.html

réunion 1ère

Jean Claude de l'Estrac annonce la venue de François Hollande dans l'Océan Indien en juillet

17/01/2014 | Par Gilbert Hoair

Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, a annoncé la tenue du 4ème Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement prévu pour en juillet aux Comores. Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo, à Madagascar.



Cette annonce a été faite lors d'une conférence de presse au siège de la COI à Ebène, le 16 janvier. En juillet 2014 Le président des Comores, Ikililou Dhoinine, recevra ses homologues,le président François Hollande qui a confirmé sa participation au prochain Sommet, le nouveau président malgache, Hery Rajaonarimampianina, dont l'investiture est prévue pour le 25 janvier, ainsi que le président des Seychelles, James Michel et le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam.Voici les principaux points qui seront abordés lors de ce Sommet de Chefs d'Etat et de gouvernement aux Comores:**La question de l'élargissement** et ou de l'approfondissement de la COI pourrait être débattue. L'organisation est aujourd'hui en présence d'une demande du Sri Lanka. Les Maldives ont exprimé un intérêt… Cette question est complexe et la COI a demandé à ce sujet l'étude d'un expert.**L'autonomie financière** de l'organisation régionale sera également abordée.La COI est financée par les Etats membres pour son administration et par des bailleurs pour ses projets (à 70% par l'Union européenne).Jean Claude de l'Estrac estime que la COI doit pouvoir compter sur une implication plus forte de ses pays membres, d'autant plus que le principal bailleur, l'Union européenne lie une part de

son financement au poids de la contribution financière des Etats membres.**La connectivité**, aérienne, maritime, numérique, audiovisuelle, constituera certainement un des thèmes prioritaires du Sommet, car elle est une préoccupation majeure de nos Etats, a souligné le Secrétaire général.Pour n'évoquer que l'aspect aérien, un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, « Les Ailes de l'Indianocéanie », a été publié et transmis aux autorités gouvernementales. Ses conclusions feront l'objet de discussions lors d'une conférence des ministres de l'Aviation civile et des Transports.La réunion des ministres des Affaires étrangères aux Seychelles a demandé la convocation urgente de cette conférence. *« Il en va de la compétitivité de notre région. Je rappelle que les liaisons inter-îles sont 185% plus chers que les vols intra-Caraïbes par exemple sur des distances équivalentes »*, souligne le Secrétaire général.Dans ce contexte les Seychelles ont proposé l'établissement d'un marché uniquedu transport aérien dans l'Indianocéanie.Par ailleurs, le 29ème Conseil des ministres de la COI se tiendra à Moroni en mars-avril. A cette occasion, l'Union des Comores cèdera la présidence du Conseil de la COI à Madagascar, la Grande Île n'ayant pu, à deux reprises, assumer ce mandat.
http://reunion.la1ere.fr/2014/01/17/jean-claude-de-l-estrac-annonce-la-venue-de-francois-hollande-dans-l-ocean-indien-en-juillet-101309.html

clicanoo.re
Le Journal de l'île de la Réunion

COI : le 4ème Sommet des chefs d'Etat prévu pour juillet aux Comores



Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, a annoncé la tenue du 4ème Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement prévu pour en juillet aux Comores. Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo.

C'est lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la COI, aux Seychelles, à l'occasion de la célébration du

30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, que la décision a été prise. Le Sommet sera précédé d'une réunion du Conseil des ministres.

Le président des Comores, Ikililou Dhoinine, recevra ses homologues, le président français François Hollande qui a confirmé sa participation, le nouveau président malgache, Hery Rajaonarimampianina, dont l'investiture est prévue pour le 25 janvier, ainsi que le président des Seychelles, James Michel et le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam.

Le Secrétaire général a souligné que l'agenda de la conférence n'a pas encore été validé par le Conseil des ministres mais il estime qu'il ne manquera pas de poser quelques-unes des questions clés pour l'avenir de l'organisation qui font l'objet de débats au sein de l'organisation.

Lors de son discours à la cérémonie officielle marquant le 30e anniversaire de l'Accord de Victoria, en présence du président James Michel et des ministres des Affaires étrangères des pays membres et de l'Ambassadrice Claudine Ledoux, représentante du ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, le Secrétaire général a proposé notamment de changer l'appellation de l'organisation.

« En cette année du 30e anniversaire de l'Accord de Victoria, je ne vois pas de plus beau cadeau que nous pourrions faire à nous-mêmes que de passer l'idée technique de Commission à l'ardente ambition de Communauté. »

La question de d'élargissement et ou de l'approfondissement de la COI pourrait également être débattue. L'organisation est aujourd'hui en présence d'une demande du Sri Lanka. Les Maldives ont exprimé un intérêt… Cette question est complexe et la COI a demandé à ce sujet l'étude d'un expert.

L'autonomie financière de l'organisation régionale sera également abordée. La COI est financée par les Etats membres pour son administration et par des bailleurs pour ses projets (à 70% par l'Union européenne). Jean Claude de l'Estrac estime que la COI doit pouvoir compter sur une implication plus forte de ses pays membres, d'autant plus que le principal bailleur, l'Union européenne lie une part de son financement au poids de la contribution financière des Etats membres.

La connectivité, aérienne, maritime, numérique, audiovisuelle, constituera certainement un des thèmes prioritaires du Sommet, car elle est une préoccupation majeure de nos Etats, a souligné le Secrétaire général. Pour n'évoquer que l'aspect aérien, un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, « Les Ailes de l'Indianocéanie », a été publié et transmis aux autorités gouvernementales. Ses conclusions feront l'objet de discussions lors d'une conférence des ministres de l'Aviation civile et

des Transports. La réunion des ministres des Affaires étrangères aux Seychelles a demandé la convocation urgente de cette conférence.

« Il en va de la compétitivité de notre région. Je rappelle que les liaisons inter-îles sont 185% plus chers que les vols intra-Caraïbes par exemple sur des distances équivalentes », souligne le Secrétaire général.

Dans ce contexte les Seychelles ont proposé l'établissement d'un marché unique du transport aérien dans l'Indianocéanie.

Par ailleurs, le 29ème Conseil des ministres de la COI se tiendra à Moroni en mars-avril. A cette occasion, l'Union des Comores cèdera la présidence du Conseil de la COI à Madagascar, la Grande Île n'ayant pu, à deux reprises, assumer ce mandat.

http://www.clicanoo.re/402173-coi-le-4eme-sommet-des-chefs-d-etat-prevu-pour-juillet-aux-comores.html

Weecly 20/01/2014

Indian Ocean Commission celebrates 30-year anniversary

The Indian Ocean Commission (IOC) celebrated the 30th anniversary of its existence at the National House in Victoria, the capital of Seychelles, on Friday. The venue was a symbolic choice as the general cooperation agreement between Mauritius, Seychelles and Madagascar that resulted in a common commission was signed there in 1984. Officials from the IOC's current five member states (Reunion Island and Comoros joined in 1986), including Mauritian Foreign Minister Arvin Boolell, were present in Seychelles for the celebrations on Friday. James Michel and Jean-Claude de l'Estrac, president and secretary general of the IOC respectively, spoke about the commission's achievements up to now as well as future projects.



Jean-Claude de l'Estrac, secretary general of the IOC.

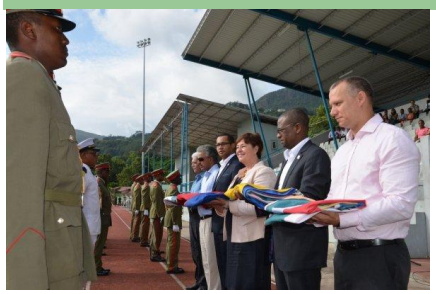
"It's been 30 years of friendship and collaboration with numerous partners," James Michel said, adding that although the IOC has stood the test throughout the years, "in a changing world, we must constantly adjust our strategies". Michel identified aerial connectivity and the development of a Blue Economy as some of the areas that the commission will treat as its main priorities. "I will continue to emphasise that our ocean is an energy eldorado. We need to start to exploit this enormous raw material resource by ourselves – today and not tomorrow," he said.

"Our organisation is already engaging in a new generation of projects that can be qualified as structural," Secretary General Jean-Claude de l'Estrac said, adding that he considered the continuous improvement of aerial, maritime and digital connectivity vital to the region. "The men and women of our countries need to be able to communicate and move around comfortably within our region and out in the world without going bankrupt," he said. "The challenges we will face during the 30 years to come are complex. They will require unambiguous political commitment," de l'Estrac continued. He also voiced the suggestion that the IOC should be given the financial autonomy to draw up its own budget without outside intervention.

The newly-established *Institut Créole International* (International Creole Institute), which aims at promoting Creole languages and cultures, was officially launched in the context of the anniversary. ■

SKYROCK.COM

Commission de l'Océan indien : Sommet des chefs d'Etat et de gouvernement à Moroni en fin juillet



La Commission de l'Océan indien aura, cette année à Moroni, deux assises importantes. D'abord, la réunion du conseil de ministres des Affaires étrangères, en fin mars ou début avril, pour marquer la fin du mandat annuel des Comores et le passage de la présidence à Madagascar. Ensuite, Moroni abritera le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, en fin juillet.

Le prochain sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des Etats membres de la Commission de l'Océan indien (Coi) se déroulera, fin juillet, aux Comores. Le ministre des Relations extérieures et président en exercice du conseil de la Coi, El-Anrif Saïd Hassane, a obtenu le consensus autour de la candidature comorienne, en marge des festivités de la célébration des 30 ans de l'Accord de Victoria, les 9 et 10 janvier aux Seychelles.

En effet, une réunion des chefs ministres des Affaires étrangères des Etats membres a débouché sur deux décisions importantes sur le plan politique, dont la tenue du sommet de l'organisation sous régionale à Moroni. Mais avant, les Comores vont abriter le conseil des ministres de la Coi, fin mars ou début avril, pour céder le fauteuil de la présidence de l'organisation à Madagascar.

La Grande île, qui entre progressivement dans une normalité constitutionnelle et institutionnelle avec les dernières élections présidentielles et législatives, va enfin pouvoir assumer son mandat de président du conseil de la Coi.

Il est à souligner que plusieurs réunions déterminantes pour l'avenir proche de la région indianocéanique et de ses populations ont été tenues à Victoria, à l'invitation du gouvernement seychellois.

Certains des partenaires de la Coi, comme l'Union européenne, la Banque africaine de développement et la Chine, étaient présents. A cette occasion,

Pékin a annoncé un don de 100.000 dollars pour soutenir le secrétariat général pour son développement institutionnel.

L'Union européenne a confirmé également son soutien à l'organisation avec une nouvelle répartition des enveloppes du onzième Fonds européen de développement (Fed). Quant à la Banque africaine de développement, elle a aussi garanti son implication auprès de la Coi et a promis de dévoiler, d'ici quelques semaines, les montants alloués à l'organisation pour des projets liés principalement à l'infrastructure.

Au lancement, par Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la Coi, de l'ouvrage «Les ailes de l'indianocéanie, plaidoyer de la Coi pour une stratégie régionale du transport aérien», il y a eu un débat autour des enjeux de la connectivité aérienne.

Sur proposition des Seychelles, l'idée d'une rencontre prochaine des ministres du Tourisme et de ceux du Transport, a été acceptée, afin de mettre en route rapidement des actions permettant de produire une meilleure connectivité aérienne et maritime.

Jean Paul Adam, le ministre seychellois des Affaires étrangères, a présenté une proposition d'un marché unique du transport aérien pour l'indianocéanie. Pour Jean Claude de l'Estrac, il n'est en effet pas acceptable qu'un simple voyage entre les Comores et les Seychelles prenne deux à trois jours alors qu'un vol direct durerait une heure et demie: «Si un ministre peut parfois se le permettre, aucun homme d'affaires ne le tolérera». Les représentants des Etats membres de la Coi, qui se trouvaient aux Seychelles, ont également tenu une réunion préparatoire à la troisième Conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement (Peid), prévue début septembre au Samoa.

Celle-ci a permis d'aborder plusieurs questions essentielles: les enjeux de l'économie bleue pour l'immense espace indianocéanique, le mandat de la Coi pour la coordination des Peid, la réglementation internationale et les droits de haute mer...

http://roinaka.skyrock.com/3203846627-Commission-de-l-Ocean-indien-Sommet-des-chefs-d-Etat-et-de.html

LINFO.RE

Sommet des chefs d'Etat de la COI fin Juillet

17/01/2014



Les chefs d'Etat et de Gouvernement des pays membres de la Commission de l'Océan indien (COI) se retrouveront fin juillet à Moroni, aux Comores, dans le cadre d'un nouveau sommet de l'organisation régionale.

Moroni, la capitale des Comores, accueillera le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de la Commission de l'Océan indien (COI) à la fin du mois de juillet prochain. C'est ce qui a été décidé lors de la célébration du 30è anniversaire de l'organisation régionale les 9 et 10 janvier derniers à Victoria aux Seychelles.

Mais avant cette grand-messe des dirigeants de l'Indianocéanie, les ministres des Affaires étrangères des États membres de la COI se réuniront à Moroni fin mars ou début avril pour marquer la fin du mandat annuel des Comores, qui céderont leur fauteuil à Madagascar.

Suite aux récentes élections présidentielles et législatives, la Grande île s'achemine actuellement vers un retour à l'ordre constitutionnel et s'apprête à reconquérir sa place dans le concert des nations. Après cinq ans de crise politique, elle pourra enfin prendre la présidence du Conseil de la COI, ce qui constitue un signal fort pour un pays en quête de crédibilité et de reconnaissance internationales.

En marge des festivités de la célébration des 30 ans de l'Accord de Victoria, aux Seychelles, la semaine dernière, une décision a été prise pour organiser une prochaine rencontre des ministres du Tourisme et de ceux du Transport, à la demande des autorités seychelloises. A l'ordre du

jour : des discussions portant notamment sur des mesures déterminantes afin d'améliorer la connectivité maritime et aérienne entre les cinq Etats membres de la COI, en l'occurrence, La Réunion, Maurice, Madagascar, Comores et Seychelles.
Pour sa part, le ministre seychellois des Affaires étrangères, Jean Paul Adam, a proposé l'instauration d'un marché unique du transport aérien pour l'ensemble des îles formant l'Indianocéanie. Tandis que Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI, a quant à lui déploré le fait qu'un voyage entre les Comores et les Seychelles puisse durer deux à trois jours alors qu'un simple vol direct prendrait tout au plus une heure ou une heure et demie. « *Si un ministre peut parfois se le permettre, aucun homme d'affaires ne le tolérera* », argumente-t-il.
http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/601255-Sommet-des-chefs-d-Etat-de-la-COI-fin-Juillet

---

skyrock.com

Jean Claude de l'Estrac annonce la venue de François Hollande dans l'Océan Indien en juillet



Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, a annoncé la tenue du 4ème Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement prévu pour en juillet aux Comores.

Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo, à Madagascar.

Cette annonce a été faite lors d'une conférence de presse au siège de la COI à Ebène, le 16 janvier.En juillet 2014 Le président des Comores, Ikililou Dhoinine, recevra ses homologues,

le président François Hollande qui a confirmé sa participation au prochain Sommet, le nouveau président malgache, Hery Rajaonarimampianina, dont l'investiture est prévue pour le 25 janvier, ainsi que le président des Seychelles, James Michel et le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam.

Voici les principaux points qui seront abordés lors de ce Sommet de Chefs d'Etat et de gouvernement aux Comores:

La question de l'élargissement et ou de l'approfondissement de la COI pourrait être débattue. L'organisation est aujourd'hui en présence d'une demande du Sri Lanka. Les Maldives ont exprimé un intérêt... Cette question est complexe et la COI a demandé à ce sujet l'étude d'un expert.

L'autonomie financière de l'organisation régionale sera également abordée. La COI est financée par les Etats membres pour son administration et par des bailleurs pour ses projets (à 70% par l'Union européenne).Jean Claude de l'Estrac estime que la COI doit pouvoir compter sur une implication plus forte de ses pays membres, d'autant plus que le principal bailleur, l'Union européenne lie une part de son financement au poids de la contribution financière des Etats membres.

La connectivité, aérienne, maritime, numérique, audiovisuelle, constituera certainement un des thèmes prioritaires du Sommet, car elle est une préoccupation majeure de nos Etats, a souligné le Secrétaire général.Pour n'évoquer que l'aspect aérien, un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, « Les Ailes de l'Indianocéanie », a été publié et transmis aux autorités gouvernementales. Ses conclusions feront l'objet de discussions lors d'une conférence des ministres de l'Aviation civile et des Transports.La réunion des ministres des Affaires étrangères aux Seychelles a demandé la convocation urgente de cette conférence. « Il en va de la compétitivité de notre région. Je rappelle que les liaisons inter-îles sont 185% plus chers que les vols intra-Caraïbes par exemple sur des distances équivalentes », souligne le Secrétaire général.Dans ce contexte les Seychelles ont proposé l'établissement d'un marché unique du transport aérien dans l'Indianocéanie.Par ailleurs, le 29ème Conseil des ministres de la COI se tiendra à Moroni en mars-avril. A cette occasion, l'Union des Comores cèdera la présidence **du Conseil de la COI à Madagascar, la Grande Île n'ayant pu, à deux reprises, assumer ce mandat.**

http://roinaka.skyrock.com/3204324017-Jean-Claude-de-l-Estrac-annonce-la-venue-de-Francois-Hollande-dans-l.html

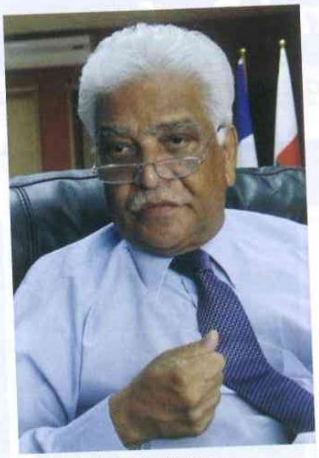
Busness Magazine du 28/01/2014

actualité

Sommet des Comores : la COI dévoile ses priorités

2014 sera une année à marquer d'une pierre blanche pour la Commission de l'océan Indien (COI), affirme son secrétaire général, Jean Claude de l'Estrac. Le prochain sommet des chefs d'États se tiendra en juillet aux Comores. Cette date a été arrêtée à l'issue d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays membres à l'occasion du 30e anniversaire de la signature de l'accord Victoria qui s'est tenu aux Seychelles la semaine dernière.

Ce sommet, qui verra la participation du président de la République française, François Hollande, sera précédé d'un conseil des ministres qui discutera des questions de fond qui seront débattues lors du sommet, dont le changement d'appellation de la COI.



Jean Claude de l'Estrac, secrétaire général de la COI.

MANQUE DE FINANCEMENT

« *Le moment est venu pour la COI de monter en puissance, d'assumer son statut et son rôle, de passer de commission à communauté de l'océan Indien pour mieux rendre justice à son rôle véritable* », souligne Jean Claude de l'Estrac. Aussi à l'agenda, la question de l'élargissement et d'approfondissement de la COI du fait que d'autres États comme le Sri Lanka et les Maldives ont fait une demande d'adhésion. L'autonomie budgétaire de la commission sera également traitée. Actuellement, la COI reçoit la majeure partie de ses fonds à tra vers des bailleurs de fonds, notamment l'Union européenne (70 % de ses financements), l'Agence française de Développement et la Banque africaine de Développement. En raison d'un manque de ressources financières, la COI cessera certains projets comme la surveillance des zones économiques exclusives de nos pays. « *Quand le financement se termine, les projets s'arrêtent, la COI doit pouvoir compter sur une implication plus forte des pays membres, d'autant plus que le principal bailleur de fonds, l'UE, lie une part de son financement au poids de la contribution financière des États membres* », concède Jean Claude de l'Estrac.

Autre thème qui sera abordé lors du sommet : la connectivité aérienne, maritime, numérique et audiovisuelle. Il s'agit là d'une préoccupation majeure des États membres. Autre rendez-vous important de la COI : le comité de haut niveau du Fonds européen de développement qui se tiendra les 14 et 15 mars. Le fonds sera désormais divisé en trois enveloppes. La première est destinée à renforcer les capacités des cinq organisations régionales en appuyant leurs projets. La deuxième est dédiée au financement des infrastructures. Tandis que la troisième cible sont les priorités interrégionales (pêche, biodiversité, etc.) qui dépassent la zone géographique des organisations régionales.

C.O.I.: Pour Jean Claude de l'Estrac, 2014 est l'année de toutes les ambitions

18 Janvier 2014



Point presse du Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac : *« 2014, année de toutes les ambitions »*

Le 17 janvier 2014 Le Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, a annoncé la tenue du 4ème Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement prévu pour en juillet aux Comores. Le dernier sommet date de 2005 et s'était réuni à Antananarivo, Madagascar. Cette annonce a été faite lors d'une conférence de presse au siège de la COI à Ebène, le 16 janvier.Le Secrétaire général a présenté, à cette occasion, le calendrier de l'organisation pour le prochain semestre.C'est lors d'une réunion des ministres des Affaires étrangères des Etats membres de la COI, aux Seychelles, à l'occasion de la célébration du 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, que la décision a été prise. Le Sommet sera précédé d'une réunion du Conseil des ministres.Le président des Comores, Ikililou Dhoinine, recevra ses homologues, le président français François Hollande qui a confirmé sa participation au prochain Sommet, le nouveau président malgache, Hery Rajaonarimampianina, dont l'investiture est prévue pour le 25 janvier, ainsi que le président des Seychelles, James Michel et le Premier ministre mauricien, Navin Ramgoolam.Le Secrétaire général a souligné que l'agenda de la conférence n'a pas encore été validé par le Conseil des ministres mais il estime qu'il ne manquera pas de poser quelques-unes des questions clés pour l'avenir de l'organisation qui font l'objet de débats au sein de l'organisation.Lors de son discours à la cérémonie officielle

marquant le 30ème anniversaire de l'Accord de Victoria, en présence du président James Michel et des ministres des Affaires étrangères des pays membres et de l'Ambassadrice Claudine Ledoux, représentante du ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, le Secrétaire général a proposé notamment de changer l'appellation de l'organisation.***« En cette année du 30e anniversaire de l'Accord de Victoria, je ne vois pas de plus beau cadeau que nous pourrions faire à nous-mêmes que de passer l'idée technique de "Commission" à l'ardente ambition de COMMUNAUTE »***.La question de d'élargissement et ou de l'approfondissement de la COI pourrait également être débattue. L'organisation est aujourd'hui en présence d'une demande du Sri Lanka. Les Maldives ont exprimé un intérêt… Cette question est complexe et la COI a demandé à ce sujet l'étude d'un expert.**L'autonomie financière de l'organisation régionale sera également abordée.**La COI est financée par les Etats membres pour son administration et par des bailleurs pour ses projets (à 70% par l'Union européenne).Jean Claude de l'Estrac estime que la COI doit pouvoir compter sur une implication plus forte de ses pays membres, d'autant plus que le principal bailleur, l'Union européenne lie une part de son financement au poids de la contribution financière des Etats membres.La connectivité, aérienne, maritime, numérique, audiovisuelle, constituera certainement un des thèmes prioritaires du Sommet, car elle est une préoccupation majeure de nos Etats, a souligné le Secrétaire général.Pour n'évoquer que l'aspect aérien, un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, *« Les Ailes de l'Indianocéanie »*, a été publié et transmis aux autorités gouvernementales. Ses conclusions feront l'objet de discussions lors d'une conférence des ministres de l'Aviation civile et des Transports.La réunion des ministres des Affaires étrangères aux Seychelles a demandé la convocation urgente de cette conférence.« Il en va de la compétitivité de notre région. Je rappelle que les liaisons inter-îles sont 185% plus chers que les vols intra-Caraïbes par exemple sur des distances équivalentes », souligne le Secrétaire général.Dans ce contexte les Seychelles ont proposé l'établissement d'un marché unique du transport aérien dans l'Indianocéanie. Par ailleurs, le 29ème Conseil des ministres de la COI se tiendra à Moroni en mars-avril. A cette occasion, l'Union des Comores cèdera la présidence du Conseil de la COI à Madagascar, la Grande Île n'ayant pu, à deux reprises, assumer ce mandat.**Comité de Haut niveau du Fonds européen de développement (FED). Bruxelles, 14-15 mars.**Les 14 et 15 mars 2014, se tiendra, à Bruxelles, le Comité de Haut niveau du 11e Fonds européen de développement (FED), composé de l'Union européenne et des cinq organisations régionales d'Afrique orientale, australe et océan Indien (AfOA-OI). Ces dernières connaîtront alors le montant précis de la contribution financière de l'UE mise à leur disposition.Ce fonds sera désormais divisé en trois enveloppes :La première, sous régionale, est destinée à renforcer les capacités des cinq organisations régionales et à appuyer la mise en œuvre des programmes.A ce titre, la COI recevra une enveloppe initiale de 50 millions d'euros auxquels s'ajoute une réserve de 65 millions d'euros pour

l'ensemble des organisations régionales en fonction de leur performance.La seconde est dédiée au financement des infrastructures pour un montant indicatif total de 600 millions d'euros pour l'ensemble des organisations de la région.La dernière enveloppe cible les priorités interrégionales (pêche, biodiversité, etc.) qui dépassent la zone géographique des organisations régionales. La dotation initiale est de 250 millions d'euros. *« Nous espérons pouvoir accéder à environ Rs 5 milliards, mieux que les Rs 4,3 milliards du 10è FED mais cela dépendra de notre efficience »*, indique le Secrétaire général.

Les financements seront alloués aux organisations régionales sur la base d'un ensemble de critères, dont celui de l'insularité, de l'isolement, des vulnérabilités aux catastrophes naturelles. Ce nouveau critère est une proposition de la COI.

Pour rappel, les cinq organisations régionales concernées sont l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ; la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) ; la Commission de l'océan Indien (COI) ; le Marché commun d'Afrique australe et orientale (COMESA) ; la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC).**Etats insulaires en développement. Troisième Conférence internationale des Nations unies sur les Petits (PEID). Septembre, Samoa.**2014 est officiellement décrétée *« Année des Petits Etats insulaires en développement »* par les Nations Unies.Lors du 3è Sommet des Nations unies sur les PIED, qui se tiendra début septembre à Samoa, le message de la COI portera sur la nécessité d'accorder un traitement spécial et différencié aux PEID.Ceci, explique le Secrétaire général, doit permettre au PEID de bénéficier des opportunités de financement multilatérales. *« Je pense en particulier aux modalités d'accès au Fonds d'adaptation au changement climatique qui devrait être doté de 100 milliards de dollars d'ici 2020* ».Ensuite, il est impératif de convaincre la communauté internationale que le coût négligeable que représenterait un traitement spécial des PEID constitue un investissement au bénéfice des équilibres naturels et humains de la planète.Enfin, l'Economie bleue doit être mise en avant comme levier indispensable à une croissance durable des Etats insulaires.**Sommet sur l'Economie bleue. 20-21 janvier, Abu Dhabi.**L'Economie bleue, un sujet central en prévision de Samoa, représente pour nos îles un relai de croissance durable prometteur. C'est dans ce contexte que le Secrétaire général participe, les 20 et 21 janvier, à Abu Dhabi, au premier Sommet international sur l'Economie bleue, co-organisé par les Emirats Arabes Unis et le gouvernement des Seychelles.L'enjeu de cette conférence, explique Jean Claude de l'Estrac, est *« de mobiliser les pays et les partenaires de développement autour de ce concept ; de prendre la mesure du potentiel de croissance des économies océaniques et d'identifier des mécanismes de financements innovants ».*Le Secrétaire général présentera à cette occasion les actions de la COI qui jettent les bases nécessaires à l'émergence d'une économie bleue génératrice de richesses et d'emplois dans l'Indianocéanie.

Conférence régionale sur l'Economie bleue. Avril. COI, Ebene.

Suite au Sommet de janvier à Abu Dhabi et après la participation de la COI à la conférence de Xiamen en Chine sur l'Economie bleue en novembre 2013, la COI organisera une conférence régionale en avril.La stratégie de développement de nos pays a principalement reposé sur l'exploitation et la gestion de l'espace terrestre alors même qu'ils disposent d'une zone économique exclusive de plus 5 millions de km², un *« véritable Eldorado »* selon les termes du président Seychellois, James Michel.L'objectif de la conférence sera de déterminer les axes de coopération régionale nécessaires à l'exploitation durable et optimale de notre espace océanique.Outre les gouvernements et les institutions comme l'Institut océanographique de Maurice et celui de Xiamen, la COI attend la participation active du secteur privé.

Investiture du nouveau président de la République de Madagascar. 25 Janvier, Antananarivo. La COI participera à l'investiture du président Hery Rajaonarimampianina, le 25 janvier, suite à la proclamation des résultats officiels et définitifs du 17 janvier.Les scrutins présidentiels, pour lesquels la COI a envoyé des observateurs, ont été jugés crédibles par l'ensemble de la communauté internationale. Cette investiture sera une *« bouffée d'oxygène »* pour tous les Malgaches et pour toute l'Indianocéanie. Jean Claude de l'Estrac rappelle qu'avant la crise politique, *« la Grande Ile affichait un taux de croissance annuel de 5% en moyenne. La Banque mondiale chiffre le manque à gagner pour l'économie malgache à 8 milliards de dollars pour la seule année 2013 ! »*La prise de fonction officielle du nouveau président, qui mettra ainsi fin à une transition de cinq ans, préfigure donc une période de stabilité politique et de croissance pour Madagascar mais aussi pour la région.La COI, conclut le Secrétaire général, entend prendre toute sa place dans la communauté internationale et au sein de l'Union africaine, pour appuyer concrètement une reprise durable à Madagascar. *« C'est en tout cas avec ce message, et avec beaucoup d'espoir, que je me rendrai dans la capitale malgache pour l'investiture du président élu ».*

UNITE COMMUNICATION DE LA COI. Ebène, île Maurice

http://www.madagate.com/madagascar-informations-politiques-malagasy-photos-madagascar/a-la-une-de-madagascar/madagate-video-et-affiche/3827-coi-pour-jean-claude-de-lestrac-2014-est-lannee-de-toutes-les-ambitions.html

Pour en savoir plus sur ce sujet :

http://www.ipreunion.com/courrier-des-lecteurs/reportage/2014/01/19/courrier-des-lecteurs-de-christophe-rocheland,vers-un-retour-du-colonialisme-francais-a-la-coi,23815.html

http://www.inforeunion.net/Didier-ROBERT-Le-30eme-anniversaire-des-ACCORDS-de-Victoria-sonne-pour-le-peuple-Reunionnais-comme-un-retour-aux-temps_a8610.html

http://www.inforeunion.net/Christophe-Rocheland-Vers-un-retour-du-colonialisme-francais-a-la-COI_a8619.html

http://www.linfo.re/Ile-de-la-Reunion/Politique/601815-Organisation-de-la-COI-D-Robert-interpelle-L-Fabius

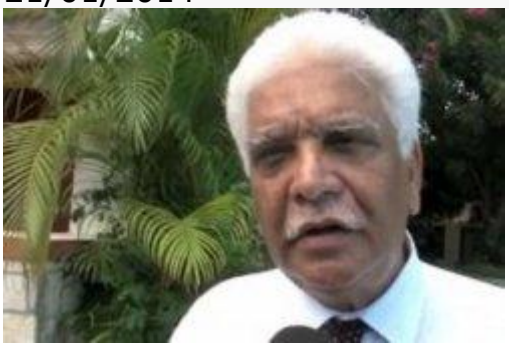
http://www.newspress.fr/Communique_FR_274975_1051.aspx

Investiture du président malgache

LINFO.RE

La COI participera à l'investiture du nouveau président malgache

21/01/2014



Le secrétaire général de la commission de l'océan indien (COI) Jean-Claude de l'Estrac fera partie des invités d'honneur qui assisteront samedi à la cérémonie d'investiture du nouveau président malgache.

A l'instar de nombreuses autres personnalités étrangères, le secrétaire général de la commission de l'océan indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, figurera parmi les invités de marque qui honoreront de leur présence la cérémonie d'investiture du nouveau président de la quatrième République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, prévue ce samedi 25 janvier à Tananarive.

Le haut responsable de l'Indianocéanie a lui-même annoncé sa prochaine venue sur la Grande île via un communiqué, publié peu après la proclamation des résultats officiels de la présidentielle malgache.

« *La COI participera à l'investiture du président Hery Rajaonarimampianina, le 25 janvier, suite à la proclamation des résultats officiels et définitifs du 17 janvier. Les scrutins présidentiels, pour lesquels la COI a envoyé des observateurs, ont été jugés crédibles par l'ensemble de la communauté internationale. Cette investiture sera une 'bouffée d'oxygène ' pour tous les Malgaches et pour toute l'Indianocéanie. Jean Claude de l'Estrac rappelle qu'avant la crise politique,' la Grande Ile affichait un taux de croissance annuel de 5% en moyenne. La Banque mondiale chiffre le manque à gagner pour l'économie malgache à 8 milliards de dollars pour la seule année 2013 ! ' La prise de fonction officielle du nouveau président, qui mettra ainsi fin à une transition de cinq ans, préfigure donc une période de stabilité politique et de croissance pour Madagascar mais aussi pour la région. La COI, conclut le Secrétaire général, entend prendre toute sa place dans la communauté internationale et au sein de l'Union africaine, pour appuyer concrètement une reprise durable à Madagascar. ' C'est en tout cas avec ce message, et avec beaucoup d'espoir, que je me rendrai dans la capitale malgache pour l'investiture du président élu ' »*, indique le communiqué relayé par les médias malgaches.

Jean Claude de l'Estrac a par ailleurs prédit que 2014 sera « *une année de toutes les ambitions* », marquée notamment par la tenue du quatrième Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra en juillet à Moroni aux Comores, alors que le dernier sommet de cette envergure remonte à 2005 et s'était déroulé à Tananarive, Madagascar.

De plus, 2014 verra également Madagascar prendre la présidence de la COI après s'être éclipsé de la scène internationale durant l'interminable crise politique qui s'étalait sur cinq ans, de 2009 à 2014.

Autres ambitions annoncées par la COI pour cette année 2014, Jean Claude de l'Estrac a cité notamment l'instauration d'une autonomie financière, l'appui accru des fonds européens pour le développement, l'amélioration d'une connectivité aérienne, maritime, numérique et audiovisuelle entre les cinq Etats membres, dont La Réunion, Maurice, Madagascar, Seychelles et Comores…et bien d'autres ambitions encore, relate Orange.mg.

http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/602765-La-COI-participera-a-l-investiture-du-nouveau-president-malgache

Madagascar: le nouveau président élu pourrait prendre ses fonctions le 25 janvier



Hery Rajaonarimampianina, lors du second tour de la présidentielle malgache, le 20 décembre dernier.

A Madagascar, le nouveau président élu pourrait entrer en fonction à la fin de cette semaine. La confirmation de la date d'investiture d'Héry Rajoanarimamapianina doit officiellement venir de la Haute Cour constitutionnelle, mais c'est la Commission de l'océan Indien qui a, la première, mentionné la date du samedi 25 janvier. Lors d'une conférence de presse, le secrétaire général de cette Commission, Jean-Claude de L'Estrac a confirmé la présence d'Héry Rajoanarimamapianina au prochain sommet de l'organisation et précisé que l'investiture du nouveau président était « prévue pour le 25 janvier ». Une date déjà confirmé de part et d'autre, mais pas encore par la Haute Cour constitutionnelle.

Selon le ministre malgache de la communication, Harry-Laurent Rahajason, « *Madagascar étant une nation souveraine, il appartient à la Haute Cour constitutionnelle malgache d'organiser et de fixer cette date d'investiture, et à personne d'autre* ».

Mais plusieurs sources proches de la présidence confirment cette information donnée par la Commission de l'océan Indien, la date d'investiture d'Hery Rajaonrimampianina serait bien fixée au samedi 25 janvier, c'est à dire, ce samedi. L'une d'elles précise « *quant à la passation de pouvoir, l'usage veut qu'elle ait lieu la veille, donc ce vendredi* ».

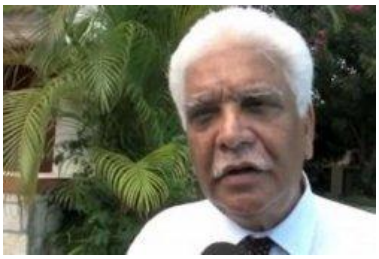
La France, a déjà confirmé une présence « *au niveau ministériel* », à cette investiture. Plusieurs sources concordantes évoquent la venue de Yamina Benguigui, mnistre de la Francophonie.

La cérémonie d'investiture, toujours selon plusieurs sources, devrait se dérouler dans la matinée de samedi, au stade municipal de Mahamasina, dans la capitale. Pourquoi, ce stade? Selon Sylvain Ranjalahy, directeur éditorial du journal l'Express de Madagascar, « *C'est une habitude historique, il y a une pierre sacrée dans ce stade, une pierre qui date d'avant la colonisation, et c'est sur cette pierre qu'a été proclamé l'indépendance du pays, en 1960* ».

http://www.rfi.fr/afrique/20140120-madagascar-le-nouveau-president-pourrait-prendre-fonctions-le-25-janvier

La COI participera à l'investiture du nouveau président malgache

21 Janvier 2014



Le secrétaire général de la commission de l'océan indien (COI) Jean-Claude de l'Estrac fera partie des invités d'honneur qui assisteront samedi à la cérémonie d'investiture du nouveau président malgache.

A l'instar de nombreuses autres personnalités étrangères, le secrétaire général de la commission de l'océan indien (COI), Jean Claude de l'Estrac, figurera parmi les invités de marque qui honoreront de leur présence la cérémonie d'investiture du nouveau président de la quatrième République de Madagascar, Hery Rajaonarimampianina, prévue ce samedi 25 janvier à Tananarive. Le haut responsable de l'Indianocéanie a lui-même

annoncé sa prochaine venue sur la Grande île via un communiqué, publié peu après la proclamation des résultats officiels de la présidentielle malgache. « La COI participera à l'investiture du président Hery Rajaonarimampianina, le 25 janvier, suite à la proclamation des résultats officiels et définitifs du 17 janvier. Les scrutins présidentiels, pour lesquels la COI a envoyé des observateurs, ont été jugés crédibles par l'ensemble de la communauté internationale. Cette investiture sera une 'bouffée d'oxygène ' pour tous les Malgaches et pour toute l'Indianocéanie. Jean Claude de l'Estrac rappelle qu'avant la crise politique,' la Grande Ile affichait un taux de croissance annuel de 5% en moyenne. La Banque mondiale chiffre le manque à gagner pour l'économie malgache à 8 milliards de dollars pour la seule année 2013 ! ' La prise de fonction officielle du nouveau président, qui mettra ainsi fin à une transition de cinq ans, préfigure donc une période de stabilité politique et de croissance pour Madagascar mais aussi pour la région. La COI, conclut le Secrétaire général, entend prendre toute sa place dans la communauté internationale et au sein de l'Union africaine, pour appuyer concrètement une reprise durable à Madagascar. ' C'est en tout cas avec ce message, et avec beaucoup d'espoir, que je me rendrai dans la capitale malgache pour l'investiture du président élu ' », indique le communiqué relayé par les médias malgaches. Jean Claude de l'Estrac a par ailleurs prédit que 2014 sera « une année de toutes les ambitions », marquée notamment par la tenue du quatrième Sommet de chefs d'Etat et de gouvernement qui se tiendra en juillet à Moroni aux Comores, alors que le dernier sommet de cette envergure remonte à 2005 et s'était déroulé à Tananarive, Madagascar. De plus, 2014 verra également Madagascar prendre la présidence de la COI après s'être éclipsé de la scène internationale durant l'interminable crise politique qui s'étalait sur cinq ans, de 2009 à 2014. Autres ambitions annoncées par la COI pour cette année 2014, Jean Claude de l'Estrac a cité notamment l'instauration d'une autonomie financière, l'appui accru des fonds européens pour le développement, l'amélioration d'une connectivité aérienne, maritime, numérique et audiovisuelle entre les cinq Etats membres, dont La Réunion, Maurice, Madagascar, Seychelles et Comores…et bien d'autres ambitions encore, relate Orange.mg.

http://www.madaplus.info/La-COI-participera-a-l-investiture-du-nouveau-president-malgache_a8402.html

SADC, UA, ONU, Japon félicitent le Président élu Rajaonarimampianina

20 Janvier 2014



Nkosazana Dlamini-Zuma, Hifikepunye Pohamba, Ban Ki-moon

18 janvier 2014. Au lendemain de la proclamation des résultats officiels du second tour de l'élection présidentielle à Madagascar, la SADC et l'Union africaine ne sont immédiatement manifesté.

Ainsi, **Hifikepunye Pohamba**, président de la Troïka de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), a adressé une lettre de félicitations au président élu, Hery Rajaonarimampianina. M. Pohamba précise que *« cette victoire imposent de lourdes responsabilités, à commencer par celle d'unir les Malgaches quelles que soient leurs orientations politiques, et celle d'amener la réconciliation nationale, la paix durable et la stabilité politique qui constituent les bases de la reconstruction économique et à la croissance ».*

Dans la même foulée, **Nkosazana Dlamini-Zuma**, Présidente de la Commission de l'Union Africaine, a également félicité le Président élu, Hery Rajaonarimampianina. Dans un communiqué, Mme Dlamini-Zuma a exprimé *« l'appréciation de l'UA au peuple malgache ainsi qu'à l'ensemble des acteurs politiques et institutions malgaches pour l'engagement dont ils ont fait preuve et qui a permis de mener à son terme le processus de la transition à travers la tenue des scrutins législatifs et présidentiels »*. Par ailleurs, Présidente de la Commission de l'Union Africaine exhorte ces acteurs politiques à continuer à démontrer le même engagement et le même sens de responsabilité pour consolider les progrès accomplis et faciliter la sortie de crise.

Le même jour (18 janvier 2014), à travers un message de félicitation au Président élu, Hery Rajaonarimampianina, le **gouvernement japonais** a salué *« le peuple malgache, le gouvernement de la Transition et les Institutions concernées qui ont réussi à surmonter la crise politique »*.

New York, le 19 janvier 2014 – Le Secrétaire général des Nations Unies, **Ban Ki-moon**, a salué la validation des résultats définitifs de l'élection présidentielle à Madagascar, qui s'est déroulée de manière pacifique selon les observateurs internationaux.

Le Secrétaire général *« appelle tous les candidats à respecter la décision de la Cour électorale spéciale et à déposer leurs plaintes pacifiquement par l'intermédiaire des canaux légaux existants »*, a dit le porte-parole de M. Ban dans une déclaration à la presse.

Ban Ki-moon appelle le nouveau gouvernement à tendre la main à l'opposition et à diriger le pays dans l'intérêt de tous ses citoyens. Il encourage les dirigeants politiques et les institutions étatiques à travailler ensemble pour arriver à une véritable réconciliation, à l'approfondissement de la gouvernance démocratique et à la reprise économique.

« Les Nations Unies continueront leur soutien au développement et au progrès démocratique à Madagascar », ajoute la déclaration.

Recueillis par Jeannot Ramambazafy

http://www.madagate.com/madagascar-informations-politiques-malagasy-photos-madagascar/a-la-une-de-madagascar/newsflash/3832-sadc-ua-onu-japon-felicitent-le-president-elu-rajaonarimampianina.html

Union européenne : Catherine Ashton félicite le Président élu Rajaonarimampianina

19 Janvier 2014



Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE

DÉCLARATION

du porte-parole de Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE, sur les élections présidentielles et législatives à Madagascar

Le porte-parole de Catherine Ashton, Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission, a fait ce jour la déclaration suivante :

"*La Haute Représentante salue l'étape importante que constitue la proclamation, par la Cour Electorale Spéciale de Madagascar, du résultat de l'élection présidentielle. Elle félicite S.E. Monsieur Hery Rajaonarimampianina, pour son élection à la Présidence de la République de Madagascar.*

La Haute Représentante souscrit à l'évaluation globalement positive du processus électoral de la Mission d'observation électorale de l'UE, qui a néanmoins formulé des recommandations concrètes pour l'amélioration des processus futurs.

Dans l'attente de la proclamation des résultats définitifs des élections législatives, elle invite le Président-élu et toutes les parties prenantes au processus électoral à la retenue et au respect des procédures juridiques établies dans le cadre de ce processus. La Haute Représentante les

encourage également à faire preuve d'esprit d'ouverture et de réconciliation dans la mise en place des nouvelles institutions issues des élections qui consacrera le retour de Madagascar à l'ordre constitutionnel, permettant ainsi la normalisation de ses relations avec l'Union européenne.

Consciente qu'il s'agit là d'un moment historique pour Madagascar en vue de l'apaisement politique et du développement durables, la Haute Représentante réitère l'engagement de l'UE à continuer à épauler les Malgaches, en étroite collaboration avec la SADC et l'UA, à tourner définitivement la page de cette longue crise".

http://www.madagate.com/madagascar-informations-politiques-malagasy-photos-madagascar/a-la-une-de-madagascar/newsflash/3829-union-europeenne-catherine-ashton-felicite-le-president-elu-rajaonarimampianina.html

MINORITY VOICE
Stand Up & Be Counted

Jean-Claude de l'Estrac:« Les dernières élections à Madagascar ont été les plus transparentes de son histoire »



Le secrétaire général de la Commission de l'Ocean Indien estime qu'il y a une culture de contestation à Madagascar et n'est donc pas surpris qu'on conteste les résultats des dernières élections tenues le 20 décembre. Pour lui, jamais il n'y a eu de la transparence dans une telle bataille électorale dans la Grande ile. Il a insisté la dessus jeudi dernier lors d'un point de presse. Il estime que la CENIT et la CES ont prouvé leur indépendance. D'ailleurs si la CES n'était pas crédible, les contestataires n'iraient pas devant cette instance pour se plaindre. La COI participera à l'investiture du président Hery Rajaonarimampianina, le 25 janvier, suite à la proclamation des résultats officiels et définitifs du 17 janvier. Les scrutins présidentiels, pour lesquels la COI a envoyé des observateurs, ont été jugés crédibles par l'ensemble de la communauté internationale. Cette investiture sera une « bouffée d'oxygène » pour tous les Malgaches et

pour toute l'Indianocéanie. Jean Claude de l'Estrac rappelle qu'avant la crise politique, « la Grande Ile affichait un taux de croissance annuel de 5% en moyenne. La Banque mondiale chiffre le manque à gagner pour l'économie malgache à 8 milliards de dollars pour la seule année 2013 ! » La prise de fonction officielle du nouveau président, qui mettra ainsi fin à une transition de cinq ans, préfigure donc une période de stabilité politique et de croissance pour Madagascar mais aussi pour la région. La COI, conclut le Secrétaire général, entend prendre toute sa place dans la communauté internationale et au sein de l'Union africaine, pour appuyer concrètement une reprise durable à Madagascar. « C'est en tout cas avec ce message, et avec beaucoup d'espoir, que je me rendrai dans la capitale malgache pour l'investiture du président élu. »

http://www.minorityvoice.info/2014/01/20/jean-claude-de-lestrac-les-dernieres-elections-a-madagascar-ont-ete-les-plus-transparentes-de-son-histoire/

LINFO.RE

Madagascar : les personnalités attendues à l'investiture

22/01/2014



La ministre de la Francophonie Yamina Benguigui représentera la France à la cérémonie d'investiture du nouveau président malgache. D.Robert, président de la Région Réunion a lui aussi été invité

Après 5 ans de crise, Madagascar s'apprête à introniser son nouveau dirigeant, en la personne de Hery Rajaonarimampianina. La cérémonie est programmée pour ce samedi 25 janvier, au lendemain de la passation de service prévue entre lui et l'actuel président de la transition Andry Rajoelina.

Outre la Commission de l'Océan Indien, qui sera représentée par son secrétaire général Jean-Claude de l'Estrac, la France confirme aussi sa présence à la cérémonie via la ministre de la Francophonie Yamina Benguigui. Didier Robert, président de la Région Réunion sera lui aussi présent.

Le dirigeant namibien Hifikepunye Pohamba, quant à lui, se déplacera personnellement pour l'occasion en sa qualité de président de la Troïka de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe). D'autres chefs d'Etat africains pourraient lui emboîter le pas, seulement, le rendez-vous malgache coïncide avec la tenue à Addis-Abeba du sommet de l'Union africaine ou UA. Néanmoins nombreux sont ceux qui ont « fait part de leur intérêt à assister à l'évènement du samedi », confie une source ministérielle sur Express de Madagascar.

Si la passation de fonction entre le président sortant et l'entrant est prévue se dérouler dans un cadre très restreint, la cérémonie d'investiture, elle, réunira au stade de Mahamasina « la classe politique, œcuménique et les représentants des forces vives locales », sans oublier la population civile.

Le dispositif de sécurité sera renforcée avant et pendant l'investiture ont déjà fait savoir les forces de l'ordre. Des éléments armés seront déployés un peu partout dans la capitale malgache et des fouilles sont prévues à l'entrée de Mahamasina.
http://www.linfo.re/049-Ocean-Indien/382-Politique/603215-Madagascar-les-personnalites-attendues-a-l-investiture

Desserte aérienne

Capital 22/01/2014

Air Vanille ! Une ligne aérienne aux couleurs de l'océan Indien. Une compagnie d'aviation unique qui desservira la région pour une réelle intégration régionale entre les pays de l'océan Indien. Jean-Claude de l'Estrac ne rêve pas. Ou plutôt, si. Un rêve d'envergure

CONNECTIVITÉ AÉRIENNE

185% PLUS CHER DE VOYAGER DANS L'OCÉAN INDIEN

▼ LEEVY FRIVET

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien est plus que déterminé à faire évoluer le dossier d'un transporteur aérien régional et à inciter les autorités politiques des îles à y accorder la plus grande attention. Un projet qui bénéficiera à l'ensemble des peuple de l'Indianocéanie.

Il faut savoir que même la Banque mondiale s'est saisie de la question. C'est que les chiffres ont de quoi faire réfléchir. 185% ! Le voyage par avion dans la région de l'océan Indien coûte 185% plus cher que partout ailleurs dans le monde. Pire, les vols intrarégionaux coûtent 613% plus cher que les vols intra-européens et 182% plus cher que les vols intra-caribéens.

Les îles de l'océan Indien sont mal connectées entre elles et avec le reste du monde. Il n'existe pas de connexion entre les Comores et les Seychelles, ni entre Maurice et les Comores. Il en va de même entre les Seychelles et Madagascar. Malgré la proximité géographique des Seychelles et des Comores, soit 1 556 km, un passager devra parcourir dans les faits 3 744 km pour se rendre dans le pays voisin. Cette épopée intrarégionale, via Madagascar et Maurice, l'obligera à voyager près de 24 heures, à utiliser deux compagnies aériennes et à débourser plus de mille euros (Rs 40 000).

INTÉRÊT ÉCONOMIQUE

Une telle sutuation constitue un frein structurel au développement de l'Indianocéanie pourtant située au centre d'un axe Asie-Afrique en croissance, commente le secrétaire général de la COI : « *Le défi que doit relever l'Indianocéanie est majeur : faire émerger une vision commune à nos Etats membres, une prise de conscience de l'intérêt économique que nos pays et nos peuples peuvent retirer d'une amélioration de la desserte aérienne. En effet, une plus grande ouverture de notre région est, à l'évidence, de nature à assurer un meilleur avenir à nos populations. La question de la connectivité aérienne met en jeu tous les aspects de la société indianocéanique : économie, commerce, éducation, santé, culture...* ». C'est ce qu'on peut lire dans l'introduction à un document que vient de réaliser la COI, intitulé « Les ailes de l'Indianocéanie ».

Ce document, qui se veut un plaidoyer pour une stratégie régionale du transport aérien, a été transmis aux autorités politiques des pays de la région. Pour réflexion, discussion et décision. « *Car gouverner c'est choisir* », peut-on encore y lire. « *Les ailes de l'Indianocéanie* » s'inscrivent dans le droit fil du symposium sur les enjeux de la desserte aérienne régionale tenu à Maurice, en mai de l'année dernière, sous l'égide de la COI.

Quel que soit le modèle qui sera retenu, il est une chose sur laquelle tous les participants au symposium se sont entendus : le statu quo n'est pas une option, comme le dit Jean Claude de l'Estrac. Il est encore temps de réagir, ajoute-t-il, et les options sont nombreuses.

Selon l'Association internationale du transport aérien (IATA), un calcul conservateur met en évidence qu'un accroissement de 10% de la connectivité aérienne entraîne sur le long terme une hausse de 0,07% de la croissance annuelle.

La COI reconnaît que l'ancien modèle aérien a bien servi nos pays, mais il montre désormais des signes évidents d'essoufflement. Dans ce contexte, la commission est pour la définition d'un nouveau cadre adapté aux besoins de ses Etats-membres, aux défis qui sont posés et à la mutation irréversible du transport aérien mondial.

Malgré quelques crispations, le processus est en marche et les Etats-membres semblent vouloir trouver ensemble de nouvelles pistes de coopération, observe, confiant, Jean Claude de l'Estrac.



PROJET. La COI rêve d'avoir sa propre ligne aérienne

TRAFIC RÉGIONAL DE 2012

En 2012, le trafic aérien régional totalisait 640,034 passagers, soit 24% du nombre total de voyageurs dans la région. La part d'Air Mauritius sur ce volume était de 53%.

Sur les vols à destination de Maurice, Air Seychelles avait un taux moyen d'occupation de 80% (27,524 passagers), Air Austral 65% (245,741 passagers) et Air Madagascar 45% (26,100 passagers).

Vers la Réunion, Air Mauritius faisait 60% d'occupation (288,030 passagers) et 48% vers Madagascar (52,639 passagers).

Chaque semaine, 93 vols intra-régionaux atterrissent à La Réunion, 71 à Maurice, 47 à Madagascar, 10 aux Comores et 4 aux Seychelles.

Maurice et la Réunion profitent de plus de 70% de la capacité internationale, mais 55% de cette capacité sont fournis par des transporteurs non régionaux, notamment avec le partage de code.

> Il n'existe pas de connexion entre les Comores et les Seychelles, ni entre Maurice et les Comores. Il en va de même entre les Seychelles et Madagascar

JEAN CLAUDE DE L'ESTRAC, SECRÉTAIRE DE LA COI

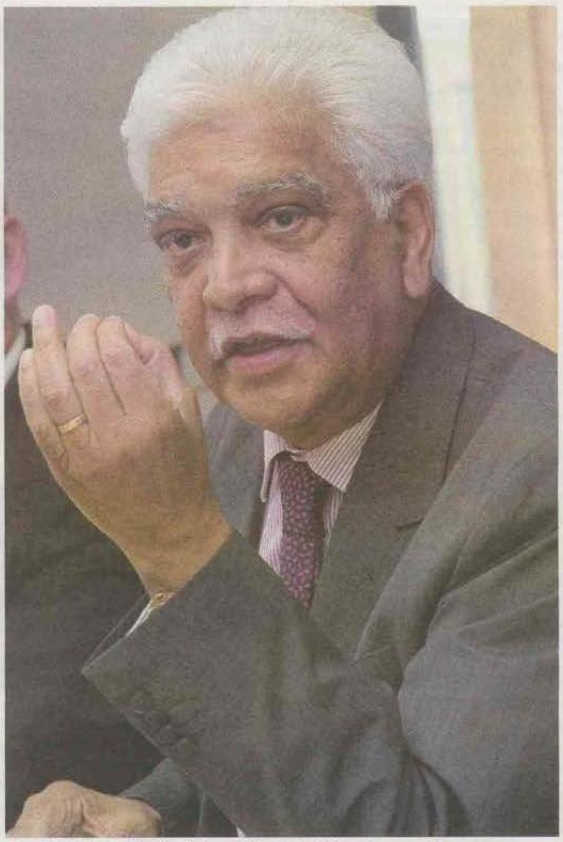
« LE 'CODE-SHARING' EST UNE PLAISANTERIE »

Le secrétaire général de la Commission de l'océan Indien (COI) dit ne pas vouloir la mort de qui que ce soit quand il évoque la création d'une ligne aérienne commune pour l'Indianocéanie. Mais le modèle actuel de transport aérien comporte des pratiques qui l'énervent

▼ LEEVY FRIVET

« *Il ne se passe pas une occasion, quand je vais à un cocktail, sans que quelqu'un ne me demande où j'en suis avec l'avion que je construis pour la région. Je ne construis aucun avion. La COI insiste sur des réflexions sur le problème de la connectivité aérienne dans la région* », déclare Jean Claude de l'Estrac, qui estime que peu importe les opinions, le problème de la connectivité aérienne devra être réglée dans l'intérêt de tout un chacun.

Le secrétaire général de la COI dit en avoir parlé au Premier ministre mauricien, officieusement informé le prochain président de Madagascar qui prêtera serment le 24 janvier prochain et le ministre des Affaires étrangères des Comores. Selon lui, les trois pays soutiendraient le projet de cabotage pour la région. « *Ces trois pays sont d'accord pour participer au financement du projet car au point de départ, cette éventuelle compagnie de cabotage intrarégional sera déficitaire. On le sait et des études ont déjà été menées, compte tenu de la faiblesse des échanges au jour d'aujourd'hui entre les pays de la région, un tel projet ne pourra générer des profits à ses débuts. Le volume qui aurait permis à cette compagnie d'opérer profitablement n'existe pas pour le moment. D'ailleurs, s'il y avait ce volume, il y aurait déjà eu une compagnie privée pour s'y intéresser. La raison est que ce n'est pas rentable. C'est une histoire classique de la poule et de l'oeuf. On dit qu'il n'y a pas de volume et que c'est pour cela qu'il n'y a pas de compagnie. Mais s'il y avait des compagnies, il y aurait eu le volume. Les Etats sont d'accord qu'il faut, dans un premier temps, donner une impulsion, que les puissances publiques doivent s'engager. Maurice a même proposé quelques idées sur le mode de fonctionnement de la subvention publique qui sera nécessaire, mais ce sera aussi réalisé à travers des opérateurs privés parce que cette compagnie aura pour vocation d'être rentable dans le moyen terme. Dans un premier temps, elle aura besoin d'un soutien public. Nous pensons pouvoir aussi compter sur les bailleurs de fonds qui reconnaissent que c'est absolument indispensable par rapport à l'objectif d'intégration économique, de l'accroisement des échanges entre les pays de la région* ».



DETERMINATION. Le sécrétaire général de la COI veut secouer la baraque pour faire décoller le projet de cabotage aérien

Jean Claude de l'Estrac cite le cas d'Air Mauritius sur ses vols en direction de la Chine. La compagnie aérienne a peut-être des difficultés sur cette ligne mais cette dernière profite au pays. « *Au point de départ, la route n'est pas rentable. Et si on devait se baser sur la seule logique économique et commerciale, Air Mauritius dirait non, j'y vais pas ! Mais l'ouverture de cette route, même si elle n'est pas profitable à Air Mauritius, est profitable au pays* ».

Le secrétaire général de la COI souligne que la route Maurice-Pekin a été rendue possible grâce au soutien de l'Etat. Une décision politique qui profite au pays.

Dans le cadre d'un cabotage aérien pour tous les Etats de la région de la COI, des débats et discussions sont en cours et la question sera abordée au prochain sommet de la COI en juillet prochain aux Comores. « *C'est de l'argent public qu'on injecte dans les compagnies aériennes déficitaires et on nous dit souvent que cela s'améliore ou que cela va s'améliorer. Mais cela fait longtemps qu'on nous chante cette chanson* ».

NON-RENTABLE

« *Sur un si petit marché, morcellé et cher avec deux millions de touristes, on a quatre compétiteurs. Ils sont sur le même marché, visent la même clientèle, ont les mêmes destinations, ont les mêmes avions, mais ne sont pas ensemble. Chacun a trois ATR et parce que chacun a son ATR, chacun doit avoir son magasin de pièces. Ils ne peuvent avoir le même magasin. Chacun a son service traiteur. Ce n'est pas étonnant que le billet coûte trois fois plus cher ! Ils sont trois à opérer avec 20 ou 30% de passagers. Pour nous, le bon sens nous pousse à penser qu'il serait dans l'intérêt de ces quatres compagnies déficitaires de se mettre ensemble, de mutualiser leurs ressources et leurs moyens et de gérer une compagnie en tant qu'entreprise privée* », commente le secrétaire général de la COI.

Jean Claude de l'Estrac revient là à l'un de ses premiers projets annoncés quand il avait été nommé au secrétariat général de la COI 18 mois de cela. Pour lui, il faut une fusion des quatres compagnies aériennes déficitaires de la région, soit Air Mauritius, Air Madagascar, Air Austral et Air Seychelles, en une seule compagnie et que cette dernière ait un partenaire stratégique.

Air Afrique est l'exemple à ne pas citer, prévient Jean Claude de l'Estrac, car c'était une compagnie d'Etat et « *la présence de l'Etat suffit pour rendre non-rentable une compagnie. Dans la région de la COI, on parle de quatre, donc ce sera pire* ». Il faut donc un modèle privé avec des investissements des Etats concernés.

Toutes les compagnies de la région doivent s'unir ou fusionner et si cela n'est pas possible, elles doivent réfléchir à une stratégie commune, car aucune d'entre elles n'a les ressources nécessaires pour desservir toutes les destinations de la région de manière régulière et rentable.

Le fameux 'code share' a aussi de quoi énerver Jean Claude de l'Estrac : « *C'est pas du partenariat ça ! C'est une plaisanterie. Le 'code share' est le partage de ce petit marché, de ce petit gâteau entre les compagnies. Au lieu de faire un gâteau plus grand, on prend le même gâteau et on se le partage en petits morceaux et on fait monter les prix. C'est cela l'accord Air Mauritius-Emirates Airlines. C'est cela l'accord sur La Réunion qui fait que le prix en termes de kilomètres entre les deux îles est le plus cher au monde. Alors, il faut secouer la baraque et que quelqu'un dise : trève de plaisanterie ! Nous prétendons être une communauté alors qu'il faut mettre deux jours pour aller aux Comores !* »

Accord stratégique en marketing entre les îles Vanille et la compagnie aérienne Air Seychelles

16 Janvier 2014



La compagnie nationale de l'archipel, Air Seychelles, a dernièrement signé un accord stratégique sur le plan marketing avec les îles Vanille, et ce, pour augmenter le nombre de voyageurs en provenance d'Afrique, d'Asie, du continent européen ainsi que du Moyen-Orient vers les rivages de l'Océan Indien. Les îles Vanille (Maurice, la Réunion, les Seychelles, Madagascar, les Comores, Mayotte et les Maldives) qui ont vu le jour en août 2010 veulent ainsi promouvoir les 7 destinations de leurs pays membres en faisant des îles Vanille un pilier pérenne des économies insulaires de la région Océan Indien. "*Nous sommes ravis de travailler avec Air Seychelles pour développer de nouveaux produits qui attireront les voyageurs vers les îles de la région. Air Seychelles ajoute une nouvelle dimension puissante à la commercialisation de l'océan Indien*", a souligné Pascal Viroleau, directeur des îles Vanille qui a paraphé l'accord aux côtés du directeur général d'Air Seychelles, Cramer Ball. Pour rappel, Air Seychelles est détenue à 40% de son capital par la compagnie d'Abu Dhabi, Etihad Airways. Air Seychelles va ainsi étendre notamment son réseau déjà présent vers l'île Maurice et l'Afrique du Sud à compter du 4e trimestre 2014 vers Tananarive à Madagascar et l'île de la Réunion, dans le sillage notamment de l'acquisition d'un nouvel appareil Airbus A319.



http://www.indian-ocean-times.com/Accord-strategique-en-marketing-entre-les-iles-Vanille-et-la-compagnie-aerienne-Air-Seychelles_a2914.html

Développement durable

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

EN AVRIL PROCHAIN : Conférence de la COI sur l'économie océanique

22 January, 2014

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

L'économie océanique fera l'objet d'une conférence en avril de cette année, a annoncé le secrétaire de la Commission de l'océan Indien (COI), Jean-Claude de l'Estrac. Cette conférence sera organisée conjointement avec l'Institut d'océanographie de Maurice et l'Institut océanographique de Xiamen (Chine). Outre les gouvernements et les institutions publiques, une forte participation du secteur privé à cette rencontre est également

attendue. « La stratégie de développement des pays de la région repose principalement sur l'exploitation et la gestion de l'espace terrestre alors même qu'ils disposent d'une zone économique exclusive de plus 5 millions de km2, un véritable Eldorado », a observé récemment le président seychellois James Michel. L'objectif de la conférence sera de déterminer les axes de coopération régionale nécessaires à l'exploitation durable et optimale de notre espace océanique. Les ministres des pays membres de la Commission de l'océan Indien et de l'Indian Ocean Rim Association, ainsi que le secrétaire général de la COI et celui de l'IORA, M. Bhagiruth, se rencontrent actuellement à Abu Dhabi à l'occasion de l'Indian Ocean Renewable Energy ministerial Forum organisé dans le cadre de l'Abu Dhabi Sustainable Week. L'enjeu de ce forum est de mobiliser les pays et les partenaires de développement autour de ce concept, de prendre la mesure du potentiel de croissance des économies océaniques et d'identifier des mécanismes de financements innovants. Le gouvernement mauricien est représenté à cette réunion par le Premier ministre adjoint Rashid Beebeejaun. L'économie océanique sera évoquée lors de la troisième Conférence internationale des Nations unies sur les Petits États insulaires en développement (PEID), prévue en septembre à Samoa. 2014 a été décrétée officiellement « Année des Petits États insulaires en développement » par les Nations unies. Ce sommet, explique le SG de la COI, doit permettre aux PEID de bénéficier d'opportunités de financement multilatérales. « Je pense en particulier aux modalités d'accès au Fonds d'adaptation au changement climatique qui devrait être doté de 100 milliards de dollars d'ici 2020 », a dit Jean-Claude de l'Estrac. « Il est impératif de convaincre la communauté internationale que le coût négligeable que représenterait un traitement spécial des PEID constitue un investissement au bénéfice des équilibres naturels et humains de la planète ». Enfin, dit-il, l'économie bleue doit être mise en avant comme levier indispensable à une croissance durable des États insulaires.

http://www.lemauricien.com/article/en-avril-prochain-conference-la-coi-sur-l-economie-oceanique

Bande dessinée

D'après une histoire de :



Isa Gamatis Henriette,
écolière aux Seychelles

Dessinateur :
Thierry Permal

Saison 5, épisode 2/2

DILANS aux Seychelles s'intéresse à la gestion de l'eau





comprendre

L'eau, c'est précieux !

L'eau est une ressource essentielle à la vie. C'est pourquoi il faut faire attention à ne pas la polluer et à ne pas la gaspiller. Pour cela, il existe des gestes simples à effectuer au quotidien, comme arrêter l'eau quand tu te brosses les dents ou récolter l'eau de pluie pour arroser le jardin. Explique aussi à tes parents qu'il ne faut jamais jeter de produits toxiques dans les éviers et les toilettes, et réparer les fuites. Un robinet qui goutte perd jusqu'à 120 litres par jour !

















savoir+

Sur Internet, retrouve DILANS en dessin animé ! Va sur Youtube, puis tape « ISLANDS gestion eau ». En cliquant sur le 1er lien qui s'affiche, tu découvriras un clip sur la gestion de l'eau.





Extrait du « Grand voyage de DILANS », une BD sur le thème du développement durable écrite par des enfants de 6 îles de l'océan Indien. Reproduit avec l'aimable autorisation de la Commission de l'océan Indien (projet ISLANDS).